

LES ALLEMANDS ONT VOULU FAIRE ASSASSINER M. WILSON

EXCELSIOR

Huitième année. - N° 2304. - 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Mercredi
7
MARS
1917

REDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr. ; 6 mois, 18 fr. ; 1 an, 35 fr.
Etr. : 3 mois, 20 fr. ; 6 mois, 36 fr. ; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B° des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
= PIERRE LAFITTE, FONDATEUR =

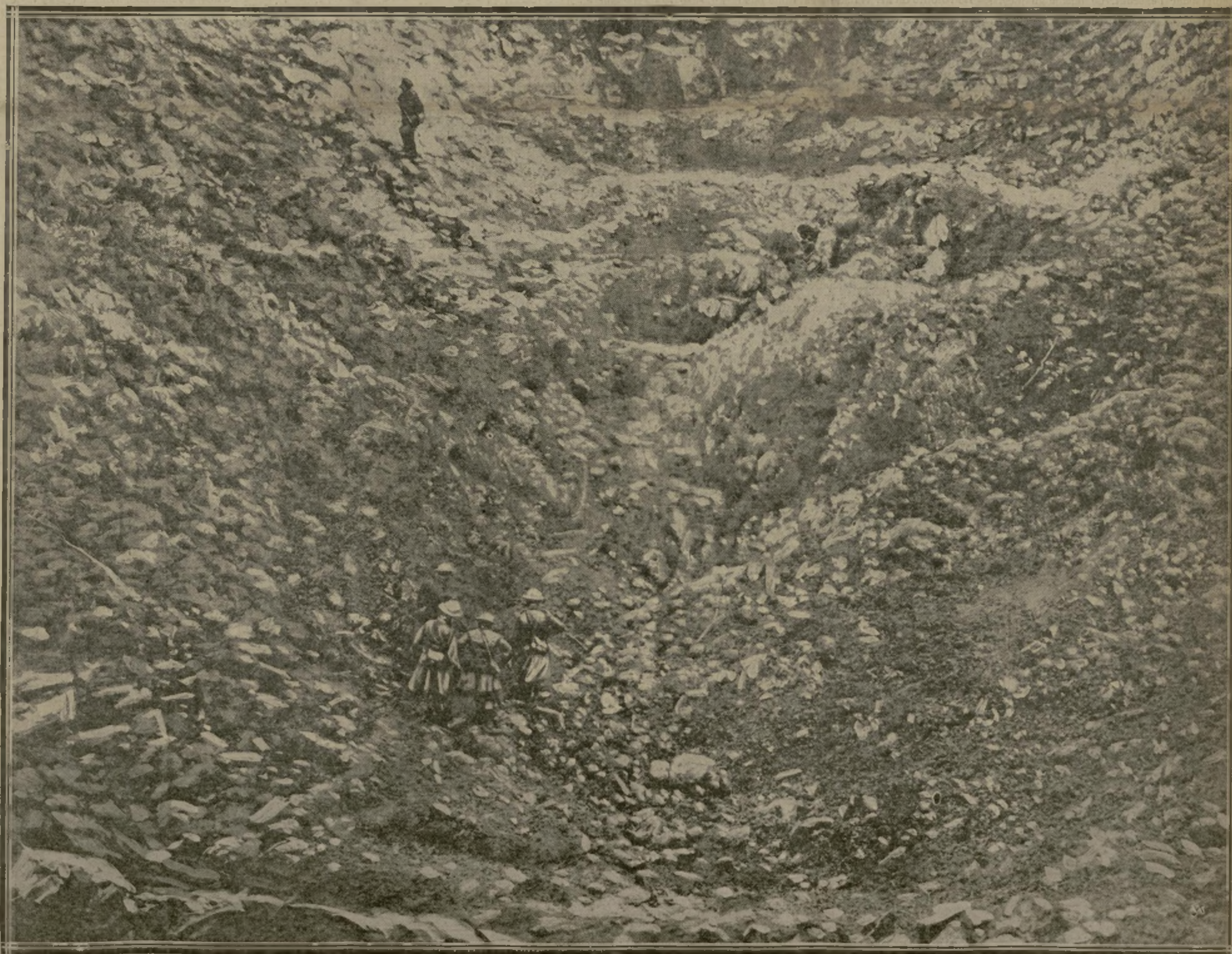
Les premières photos de l'avance britannique arrivées à Paris



UN TOMMY SE RESTAURE SUR UN CANON CONQUIS



DES SOLDATS ANGLAIS DANS UNE REDOUTE ALLEMANDE



LE BOULEVERSEMENT CAUSÉ PAR LA PREPARATION DE L'ARTILLERIE BRITANNIQUE : UN ENTONNOIR AUX ABORDS DE SERRE

On sait, pour en avoir suivi les étapes successives dans les communiqués depuis le 23 février, l'avance importante que nos alliés ont réalisée vers Bapaume, prenant onze villages et s'emparant d'un butin de guerre considérable dans une région que les Alle-

mands avaient furieusement organisée pour la défensive. Recul stratégique, ont affirmé nos ennemis. Il semble, à voir leurs canons démantelés, leurs abris dévastés, leurs terrains bouleversés, que leur recul a eu tout de même d'autres raisons que la stratégie.

Quelques critiques autorisées

Ce que l'on trouve dans un livre publié jadis sur la Constitution américaine, par M. W. Wilson lui-même... bien avant qu'il ne fût président.

Donc, la lutte est ouverte entre le président Wilson, interprète de l'opinion des États-Unis, et quelques sénateurs américains obstructionnistes, les sénateurs La Follette et Stone, entre autres.

Qui l'emportera des deux partis en présence ? Cela ne fait pas de doute ; mais que penser de ces incidents ? C'est ce que nous connaissons allé demander à un des maîtres du Droit constitutionnel.

— Cet incident, nous dit-il, n'est qu'une des conséquences inévitables de cette constitution américaine dont peu de personnes chez nous connaissent l'économie intime.



LE SÉNATEUR LA FOLLETTE

« Elle interdit aux ministres l'accès du Congrès. Le Président et ses conseillers ne communiquent avec les Chambres que par des messages ou des comptes rendus écrits. Le Président peut adresser, de temps en temps, au Congrès des informations et appeler son attention sur des mesures nécessaires et utiles, mais ces propositions ou plutôt ces motions, ni le Président, ni les ministres ne peuvent les suivre dans l'enceinte des Chambres, les convertir en bills formels, les soutenir avec l'autorité qui s'attache à la parole d'un gouvernement responsable. Ils ne peuvent, en quelque sorte, se faire entendre qu'à la cantonade... »

« Quelqu'un a, d'ailleurs, fait une critique assez élogieuse de cette constitution draconienne pour l'exécutif. Ce quelqu'un n'est autre que le président actuel des États-Unis. »

Et, en s'exclamant d'arrêter là son entretien, le professeur nous donne le titre de l'ouvrage en question et nous conseille de aller consulter à la Bibliothèque que nous avons pu tenir entre nos mains, ce petit livre fort curieux.

En voici le titre :

LE GOUVERNEMENT CONGRESSIONNEL
Etude sur la politique américaine.
par Woodrow Wilson,
agréé d'histoire,
Johns Hopkins University,
13^e édition,
traduction française d'Henri Wallon,
sénateur, membre de l'Institut,
Paris 1900.

Sur la feuille de garde on peut lire cette touchante dédicace :

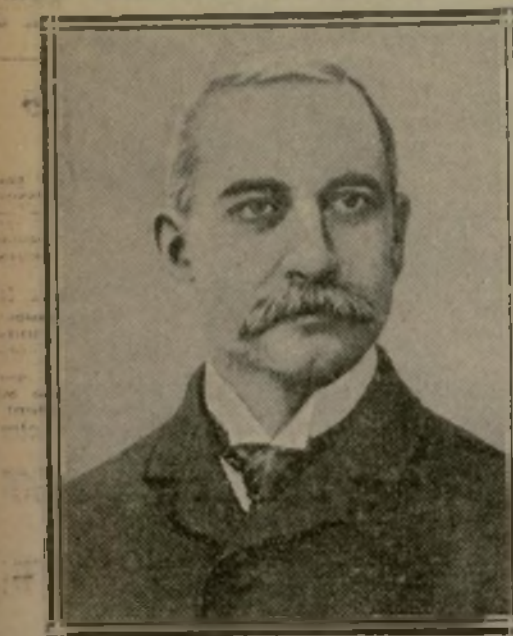
Dédié à son père,
au guide patient de sa jeunesse,
à l'aimable compagnon de son âge mûr,
à son meilleur maître
et à son indulgent critique.
W. W.

Au chapitre ayant trait au Sénat, nous notons une assez vive critique de l'intrusion du Sénat dans le pouvoir exécutif, notamment au sujet de ses réunions en « sessions exécutives », de la part qu'il prend non seulement à la conclusion des traités, mais dans la nomination des ambassadeurs et même des fonctionnaires civils.

« Le Sénat, observe l'auteur, est le seigneur du président, bien qu'il ait pour président le vice-président des États-Unis. »

En l'honneur d'un Américain bienfaiteur de nos orphelins de guerre

M. Briand a offert hier, en l'honneur de M. James Stillman, le généreux bienfaiteur des orphelins de la guerre, un déjeuner auquel assistaient M. Sharp, ambassadeur des États-Unis ; M. Walter Berry, prési-



M. JAMES STILLMAN

dent de la chambre de commerce américaine de Paris ; M. Pissolto, ancien président de la chambre de commerce ; MM. Viviani et Denys Cochin, le marquis Joffre, le général Florentin, grand-chambellan de la Légion d'honneur ; M. Ernest Lavie, de l'Académie française ; M. Jules Cambon, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères ; M. Guist'hau, ancien ministre, et M. Grosclaude.

ON ARRÊTE A NEW-YORK UN ALLEMAND QUI VOULAIT ASSASSINER M. WILSON

Ni les menaces criminelles, ni les traquenards parlementaires n'ont empêché la ferme résolution du président de tout préparer en vue du conflit inévitable

M. Wilson, sur les marches du Capitole, a prononcé, selon la tradition de ses prédécesseurs, à l'occasion de son investiture, un discours qui s'adresse d'abord au peuple américain, mais qui est destiné à être entendu du monde entier. Cette circonstance solennelle est survenue à une heure critique, où les États-Unis ont à prendre une décision particulièrement grave. On s'attendait à ce que M. Wilson mit cette circonstance à profit pour exposer ses idées sur la crise universelle.

Son discours, d'une grande sérénité, ne fait que de légères allusions aux incidents parlementaires qui sont venus se mêler pour quelque temps en travers de ses desseins. Mais il a affirmé avec force que sa pensée n'avait pas varié. Plus que jamais, il est convaincu que son pays se trouve entraîné dans la guerre. Et la « neutralité armée » n'est qu'une étape vers ce qu'il a appelé « une participation plus directe au grand conflit ».

La partie la plus curieuse de ce discours historique est celle où le président a exposé une fois de plus ses vues sur la guerre européenne. Son souci a été évidemment de montrer que, depuis son rattachement pacifique du mois de décembre, sa pensée, loin de varier, n'avait fait que se développer. M. Wilson ne perd pas l'espoir d'agir encore, à un moment donné, comme médiateur. Mais cette fois ce sera en médiateur armé. De mois en mois, les événements ont rapproché un peu plus les États-Unis de la guerre européenne. « Nous sommes citoyens du monde », a dit M. Wilson. Et, par une formule plus curieuse encore, il a dit aussi : « Nous ne sommes plus des provinciaux. » Ainsi le président semble bien regarder l'intervention dont il caressait l'idée il y a trois mois comme plus avancée que reculée par la rupture et la menace de guerre avec l'Allemagne. L'intervention aura seulement changé de caractère, voilà tout.

Le volonté de M. Wilson n'est donc pas entamée par les effets de l'obstruction parlementaire. Il ne lui faudra pas moins d'un mois, d'après les estimations les plus raisonnables, pour obtenir les mesures qui lui permettront d'agir, réparer les conséquences qu'a eues l'opposition de la minorité, remanier le règlement du Sénat et obtenir le vote des lois de défense nationale qu'il a proposées. Mais cela fait, et il n'est pas douteux que ce le soit, aucun moyen d'action ne lui manquera plus pour développer une politique dont il vient encore de démontrer l'esprit de suite et l'unité.

Jacques BAINVILLE

Le discours du Capitole

Nous avons dit que, lundi, M. Wilson devait, à l'occasion de sa nouvelle investiture de la présidence des États-Unis, prononcer un discours public. Ce discours, il l'a prononcé debout sur les marches du Capitole, entouré des grands fonctionnaires de l'État.

M. Wilson a commencé par jeter un coup d'œil rapide sur la période des quatre années qui viennent de s'écouler.

Mais ce n'est plus l'heure de jeter nos regards en arrière, car, au contraire, le moment est venu de partir impérieusement de nos projets en ce qui concerne le présent et d'envisager l'avenir.

Le présent, c'est la guerre, guerre européenne, sans doute, mais qui affecte la vie du monde entier. Certes, les États-Unis ne sont pas bien restés en dehors du drame. Ils ont fait tout leur possible pour cela et se sont montrés aussi désintéressés que possible.

Ainsi même que les injures qui nous furent infligées étaient devenues intolérables, nous avons encore affirmé notre volonté de ne rien démentir pour nous-mêmes que nous ne fussions prêts à réclamer pour l'humanité tout entière, c'est-à-dire : conduite nette et franche, justice, liberté

CE N'EST PAS CETTE RÉPONSE DE L'AUTRICHE QUI EMPÊCHERA LA RUPTURE

L'Autriche vient de se décider à répondre à la sommation du président Wilson d'avoir à s'expliquer sur son attitude dans la question du blocus sous-marin. Les rédacteurs diplomatiques du Ballplatz ont longuement tourné leur plume dans leur encrier avant de faire remettre leur document au gouvernement américain. Il est visible qu'à Vienne on a le désir de ne pas s'exposer à une rupture avec les États-Unis, tout en ne désavouant pas l'allié de Berlin. Quelles que soient les roueries traditionnelles de la diplomatie viennoise, il y a peu de chances qu'elle réussisse dans cette tentative de ménager la chèvre et le chou.

A Washington, on ne pourra pas admettre le cas de « légitime défense » que plaide l'Autriche pour expliquer et pour excuser la guerre sous-marine sans pitié.

La réponse autrichienne demande en somme à l'Amérique d'éviter les incidents en invitant ses nationaux à se conformer aux interdictions des empires centraux. Cette invitation équivaudrait, pour les États-Unis, à acquiescer au blocus et à renoncer à la liberté de la navigation. C'est ce que les États-Unis ne peuvent pas faire : la-dessus M. Wilson a pris fermement position.

D'autre part, les concessions que paraît accorder l'Autriche, sous une forme d'ailleurs réticente (comme d'avertir les navires neutres, autant que possible, avant l'oppression), ne pourront suffire au gouvernement de Washington. Une question

de vivre et de subsister en dépit des forces du mal.

C'est dans cet esprit et avec cette pensée que s'est affirmée, de plus en plus évidente et de plus en plus certaine, la conviction que le seul rôle que nous devions ambitionner était celui de veiller le droit et de pousser une paix forte.

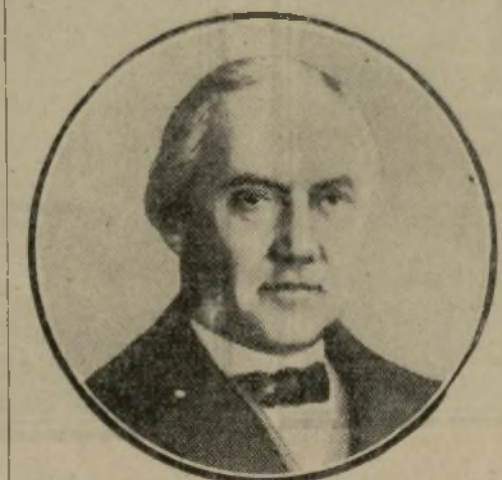
Nous avons donc été obligés de nous armer pour soutenir notre réclamation au faveur d'un minimum de droit et de liberté d'action.

Nous restons fermes dans la neutralité armée, puisqu'il apparaît qu'il n'est pas d'autre moyen de démontrer ce que nous exigeons et ce à quoi nous ne pouvons pas renoncer.

Nous pouvons même être entraînés par les circonstances — non par nos propres desseins ou un desir quelconque — à une affirmation plus active de nos droits, tels que nous les concevons, et à une participation plus directe au grand conflit.

La loi de 1819 est-elle valable ?

WASHINGTON, 6 mars. — Les notabilités convoquées par le président Wilson à la Maison-Blanche pour les consulter sur la question de droit constitutionnel actuellement posée, à savoir si les navires marchands peuvent être armés pour leur défense sans l'approbation du Congrès, sont d'accord, pour la plupart, que le président tient de la Constitution les pouvoirs suffisants pour prendre cette mesure et qu'il aurait pu légitimement ignorer la loi de 1819.



M. T. W. GREGORY

attorney général (chef du département de la Justice)

L'attorney général doit donner aujourd'hui son opinion sur la question.

Le président agira aussitôt en conséquence.

LE COMLOT

NEW-YORK, 5 mars. — La police vient d'arrêter à Hoboken, faubourg de New-York, l'Allemand Fritz Kolb, qui a avoué vouloir attenter le soir même à la vie du président Wilson. Une première perquisition opérée au domicile de Kolb a amené la découverte de deux bombes cachées dans une malle et dans un placard.

La nouvelle de cette arrestation cause une vive émotion.

Kolb se trouvait à l'hôtel Colombia, qui était cerné par les agents de la police secrète. Au moment où M. Hayes, préfet de police d'Hoboken, entra dans sa chambre, il paraissait profondément découragé et fit des aveux complets.

Il a avoué notamment qu'il avait participé à l'explosion des entrepôts de Blackton-Island, dans le port de New-York, et Kingland, à New-Jersey.

Kolb a donné des renseignements qui ont amené l'arrestation de deux autres individus, dont la police refuse momentanément de divulguer les noms.

La police continue de rechercher les ramifications du complot, qui tendrait également à la destruction des puits de pétrole de Tampico et des fabriques de matériel de guerre des États-Unis.

L'hôtel Colombia, où a été arrêté Fritz Kolb, est l'hôtel qu'habitait le lieutenant allemand Fay, principal inculpé dans le complot qui fut découvert il y a environ un an et dont le but était de faire sauter les bateaux anglais.

Le principe est engagé. L'Autriche n'a pas pu la résoudre. Et c'est pourquoi il paraît difficile qu'elle arrive à maintenir le contact et à échapper à la rupture diplomatique, comme elle n'a pas su en cacher l'envie. — J. B.

ZERICH, 6 mars. — On mande de Vienne que le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie a tenu à l'ambassadeur des États-Unis le memorandum contenant la réponse de l'Autriche-Hongrie à la note remise par les États-Unis, au sujet de la guerre sous-marine.

La note, après s'être élevée contre le blocus anglais selon les formules déjà connues, poursuit : « Les empires centraux qui, seuls, parmi les belligérants, ont tenu à respecter les traités assurant aux neutres la liberté des mers, furent finalement contraints de se plier aux nécessités impérieuses des temps présents, en restreignant cette liberté, mais ils ne consentirent à adopter cette attitude que pour ne pas manquer à leurs devoirs vis-à-vis de leurs peuples, et parce qu'ils ont la certitude que cette tactique est de nature à leur donner la victoire et à rétablir la liberté des mers. »

Revenant sur les promesses qui avaient été faites en 1916 aux États-Unis, l'Autriche estime que l'investissement général donné aux neutres de ne pas s'embarquer sur des navires de commerce ennemis doit suffire. Elle espère que l'Amérique acceptera son point de vue, autrement le cabinet de Washington s'arrogerait le droit d'intervenir dans les opérations militaires des belligérants.

Crise ministérielle en Chine

D'après plusieurs télégrammes, les ministres du Céleste-Empire veulent rompre sans délai avec l'Allemagne, et le président s'y oppose.

PEKIN, 6 mars. — Le premier ministre est allé annoncer au président de la République la décision prise par le cabinet au sujet des relations entre la Chine et l'Allemagne. Cette décision serait la rupture. Il semble toutefois que la question sera soumise au Parlement avant que des mesures soient prises.

Au cours de son entretien avec le président, le premier ministre a reconnu que certaines négociations ignorées du président étaient en train. Le président a blâmé le premier ministre, lui disant qu'en sa qualité de chef suprême de l'armée et de la marine, il avait dû être consulté.

La discussion a été très vive. Finalement, le premier ministre a envoyé au président sa démission, puis il est parti pour Tientsin.

Il est vraisemblable que cette démission ne sera pas acceptée.

En tout cas, elle ne change rien à l'attitude de la Chine vis-à-vis de l'Allemagne. (Havas.)

A Londres, on doute

LONDRES, 6 mars. — On a annoncé ce matin l'ouverture, en Chine, d'une crise ministérielle, provoquée par la démission du président du Conseil.

La ministre aurait voté, à l'unanimité, la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, et le président de la République n'aurait pas approuvé cette décision.

La nouvelle a provoqué une certaine émotion. Dans les cercles diplomatiques on n'y ajoute aucune créance. On doute tout d'abord que le ministère ait pris la décision qui lui est prêtée. Elle ne saurait de toute façon se produire avant l'entrée en guerre des États-Unis. On est persuadé par ailleurs que le président de la République chinoise, dont les ministres actuels sont les amis personnels, n'acceptera pas la démission du président du Conseil si vraiment elle lui a été remise, pour la bonne raison qu'il est entièrement d'accord avec lui sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne. — (Radio.)

M. COCHON AURAIT DÉSERTÉ

La question posée par nous hier se trouve aujourd'hui résolue : M. Cochon aurait déserté.

Voici comment ses camarades expliquent son « geste ».

Dès le deuxième jour de la mobilisation, M. Cochon était incorporé au 20^e territorial et participait aux premières opérations de la campagne ; puis il fut versé au 21^e colonial à Ivry.

Au 1^{er} janvier 1915, M. Cochon était désigné pour partir sur le front, lorsqu'il fut réaffecté comme métallurgiste et travailla aux pièces détachées pour moteurs d'avions.

Dénoncé comme « embusqué », M. Cochon prouva sans peine qu'il était un excellent ouvrier et l'affaire n'eut pas d'autres suites. Un incident remit récemment en lumière le fondateur du Syndicat des locataires et du bruyant « Rallut de Saint-Polycarpe » : M. Brizon, député kienthalien, se trouvant en délicatesse avec son propriétaire, réclamait le concours de M. Cochon et, le 20 janvier dernier, — nous l'avons raconté — le démenagement s'opéra avec une certaine solennité.

Mais, cette fois encore, des grincements s'élevèrent que M. Cochon, poséur de linoléum et tapissier, en survis d'appel comme métallurgiste, ait pu bénéficier d'un congé pour démenager son ami et protecteur, M. Brizon.

A la vérité, M. Cochon avait profité d'un repos régulier et n'avait pas perdu une heure de son travail.

Nonobstant, la commission de la main-d'œuvre militaire le radia de la liste des métallurgistes et lui enjoignit de rejoindre sans délai le dépôt du 21^e colonial, au fort d'Ivry.

Le 13 février, M. Cochon rentrait donc à son corps, où on l'accueillait qu'il parlait avec le premier renfort — après avoir accompli une punition de quinze jours de prison, pour absence d'une heure au moment du repas.

Par faveur spéciale, M. Cochon obtint néanmoins une permission de 18 heures pour régler certaines affaires et toucher sa paye à l'usine.

Le 14 février, le président du syndicat des locataires faisait une courte apparition dans les bureaux de la rue des Martyrs. Deux jours plus tard, M. Cochon négligeait de rentrer au fort d'Ivry et, depuis, on a perdu sa trace.

SITUATIONS

Brochure envoyée franco, FIGIER, Boulevard Poissonnière, 11.

L'ARRIVÉE DES MINISTRES DES DOMINIONS A LONDRES



LA RÉCEPTION DES DÉLÉGUÉS A EUSTON STATION

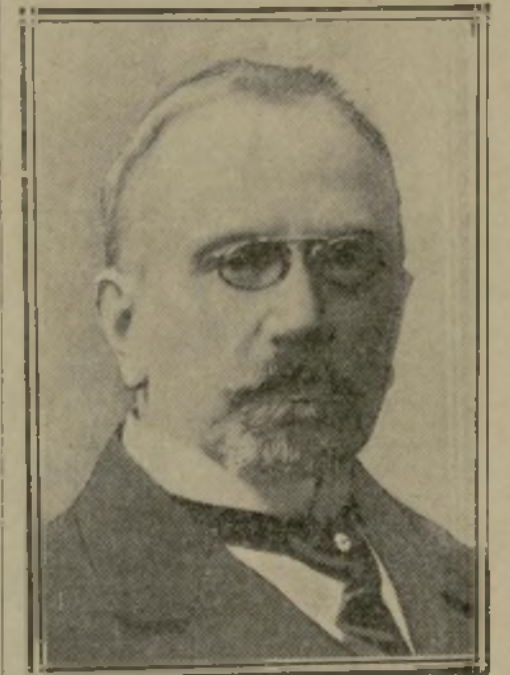
On sait que d'importantes conférences vont réunir à Londres les membres du comité de guerre anglais et les principaux ministres des dominions britanniques. Voici, photographiés à leur arrivée à Londres : SIR G. PERLEY (1) ; SIR E. MORRIS, premier ministre de Terre-Neuve (2) ; M^{re} MORRIS (3) ; M. R. ROGERS, ministre des Travaux publics du Canada (4) ; M^{re} HAZEN (5) ; SIR J. HAZEN, ministre de la Marine du Canada (6) ; et SIR ROBERT BORDENE, premier ministre du Canada (7).

Crise ministérielle en Suède

Le roi ne veut pas accepter la démission du cabinet Hammarskjöld, et l'on parle d'une dissolution possible de la Chambre.

Nous avons dit hier, dans notre deuxième édition, que le cabinet suédois, à la tête duquel se trouve M. de Hammarskjöld, mis en minorité par un vote des deux Chambres, avait démissionné, mais restait provisoirement aux affaires.

La télégramme de Stockholm annonce



M. DE HAMMARSKJÖLD

qu'à la suite de cette offre de démission le roi a adressé aux ministres les paroles suivantes :

« Je connais bien les difficultés qui ont causé votre offre de démission ; j'ai cependant pleine confiance en mes conseils actuels, qui connaissent si bien les conditions extraordinaires créées par la guerre mondiale. »

« Un changement de ministère, dans les conditions actuelles, non seulement anéantirait des difficultés considérables, mais pourrait aussi être compris comme le signe d'une modification, dans un sens ou dans un autre, de la politique qu'entraîne la neutralité impartiale suivie jusqu'ici et que je suis fermement résolu à maintenir inébranlablement. »

« J'estime donc, par suite de la responsabilité que m'impose ma situation, de ne pas devoir, en ce moment, donner suite à votre demande. Par contre, je vous adresse au instant appel de faire votre possible pour trouver l'issue des difficultés qui ont fait naître votre désir de démissionner. »

« Je vous exhorte donc à rester dans les fonctions que je vous ai confiées, dans l'espoir qu'une pareille issue puisse être trouvée. »

À la suite de cette allocution, les ministres ont déclaré que, tout en maintenant leur demande de démission, ils ne voulaient pas se soustraire à continuer la gérance de leurs charges dans l'attente que se réalise l'espérance exprimée par le souverain.

Vers la dissolution du Parlement ?

STOCKHOLM, 6 mars. — Il reste douteux que la crise ministérielle qui vient de s'ouvrir se termine par la retraite de M. de Hammarskjöld. Le président du Conseil est entré en négociations avec les chefs des différents groupes en vue de rechercher un terrain d'entente. S'il ne réussit pas à se maintenir par ces tractations, peut-être envisagera-t-on la dissolution du Parlement.

La mission de sir Albert Stanley

Comment on pourrait apporter quelque tempérament aux mesures prohibitives adoptées par la Grande-Bretagne

Sir Albert Stanley, président du Board of Trade, et ses collaborateurs ont eu déjà avec M. Clémentel, ministre du Commerce et de l'Agriculture, d'importantes entrevues.

L'un de leurs principaux buts est d'étudier de quelle façon on pourrait obtenir, dans l'intérêt du commerce français, quelques dérogations aux lois britanniques restreignant l'importation dans le Royaume-Uni.

On a fait observer que les articles français pourraient être importés en Angleterre comme « retour de fret » dans les bateaux qui apportent du matériel en France et s'en retournent à vide.

LE MONDE

CORPS DIPLOMATIQUE

Sir Alan Johnston, ancien ministre plénipotentiaire d'Angleterre auprès des Pays-Bas, est arrivé à Paris venant de Londres.

INFORMATIONS

— La princesse Serge Galitzine et ses enfants, la princesse Eugénie et ses enfants, sont arrivés à Caux. La duchesse d'Uzes vient d'en repartir pour Paris.

— Mrs User Maloney repart pour l'Amérique.

— Le docteur Roux, l'éminent directeur de l'Institut Pasteur, vient de subir une grave opération. Les professeurs Leguen et Widat, qui sont auprès de lui, trouvent son état satisfaisant.

CITATIONS

Le comte Hubert de Caqueray-Valolive, lieutenant au 24^e dragons, passé sur sa demande dans l'active, et dont nous avons annoncé la mort au champ d'honneur, avait été cité deux fois à l'ordre du jour. Voici le libellé de la dernière citation :

« Avoir fait preuve des plus nobles senti-



LIEUTENANT HUBERT DE CAQUERAY-VALOLIVE (Phot. Nadar.)

ments patriotiques depuis le début de la guerre en s'offrant pour remplir les missions les plus périlleuses. Tombé glorieusement le 14 février 1917. »

— A Merville (Nord), le général X... de l'armée anglaise, a remis la médaille D.S.O. à Mme Wamborg-Ferage, en considération des soins donnés par elle aux blessés britanniques. La nouvelle décorée est déjà titulaire de la croix de guerre française.

NAISSANCES

— La vicomtesse de l'Ecône, femme du lieutenant, vient de mettre au monde, au château de la Motte, une fille : Michelle.

— Mme Louis de Chateaufort, femme du lieutenant au 27^e dragons, a donné le jour à une fille : Eliane.

— La comtesse Richard du Buisson de Courson, née Grandet, a mis au monde une fille : Hélène.

MARIAGES

— L'un de nos as, le sous-lieutenant aviateur Marcel Bloch, qui doit quitter la France pour continuer ses vaillants services dans une armée alliée, épousera prochainement Mlle Geneviève Granger, artiste peintre et sculpteur, dont le Luxembourg possède déjà plusieurs œuvres.

DEUILS

— Demain jeudi, à dix heures du matin, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 bis, rue Legendre, un service anniversaire sera célébré à la mémoire de Vincent Dubufe, le second fils du regrettable peintre Guillaume Dubufe, brigadier aviateur, mort pour la France.

— Hier, à midi, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, ont eu lieu les obsèques de la comtesse Patrimoine, née de Limperani, veuve de l'ancien ministre plénipotentiaire.

Le deuil était conduit par le comte Emmanuel Patrimoine, sous-lieutenant au 5^e d'artillerie, en l'absence du fils aîné, le comte Christian Patrimoine, lieutenant aviateur, chevalier de la Légion d'honneur, retenu sur le front romain ; M. de Limperani, capitaine au 30^e dragons, et M. Sari, médecin aide-major de 1^{re} classe, ses neveux ; M. Antoine Gavini, le commandant Perigot, le colonel Dezavet, les lieutenants Perigot et François Piétri, ses cousins.

Du côté des dames : S. M. la reine Nathalie de Serbie, amie intime de la défunte ; Mme Dezavet, la générale Graziani, Mme Chauvin, Mlle Perigot, Mme Abbattucci, Mlle Lota, Mme Apport, Mme de Pazzi, ses cousines.

L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise.

— Les obsèques de M. Ernest de Valroger ont été célébrées, hier, à midi, en l'église Saint-Pierre de Chaillot.

On annonce la mort du général Pecqueur, décédé à Bruxelles, le 6 février. De la part de sa veuve, de ses filles, Mmes veuves Jeanne Mersch, Marie Vincotte, Louise Guette ; de ses petits-enfants et de ses arrière-petits-enfants.

BIBLIOTHÈQUE

Nous apprenons la mort : Du capitaine Carré, de l'artillerie coloniale, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, mort pour la France.

BIBLIOTHÈQUE

Aujourd'hui mercredi et demain jeudi, de 4 heures à 6 heures, vente de charité, 10, rue de Varenne, au profit des œuvres paroissiales de Saint-Pierre de Montrouge.

— Le Paquetage du convalescent tiendra sa séance générale annuelle le samedi 10 mars, à 4 heures, rue Edouard-VII, sous la présidence de M. Froment-Meurice, vice-président du Conseil municipal. Cette œuvre a remis en mains dix-sept mille paquets à nos convalescents de guerre.

— Demain soir, à huit heures et quart, à la salle des Agriculteurs, un concert d'œuvres nouvelles de M. Paul Dupin sera donné au profit de l'Office d'utilisation des femmes pendant la guerre. (Œuvres de guerre des étudiants) avec le concours de Mmes Alice Daumas, Renée Lémar, Caponsachi-Jeiser, Gilberte Paul-Dupin et de MM. Camargo et Philippe Gaubert.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 32-11. Bureau, 9 à 6 heures, dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 9 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

B L O C - N O T E S

Un petit garçon comparait devant le tribunal pour enfants :

— Pourquoi as-tu volé ? lui demanda le président.

Le gamin prend une mine contrite, baisse les yeux et murmure :

— J'ai été pervers par le cinéma et les romans policiers.

Sur quoi, chacun s'indigne. Bien sûr ! c'est la faute du cinéma, c'est la faute des romans policiers.

Vous en êtes certains ? C'est que vous ne connaissez pas très bien les petits garçons. Vous ne sauriez croire comme ils sont ingénieux et malins, les petits garçons, et comme ils entendent, sans avoir l'air d'écouter, ce qu'on dit autour d'eux. Ils ont, sans aucune peine, saisi la bonne excuse, l'excuse à la mode, l'excuse qui est dans l'air, celle qui va les transformer en victimes.

Il y a un peu trop de victimes du cinéma et des romans policiers en ce moment. Je ne puis me retenir d'en être surpris. Je me méfie. Et si j'étais le président, je crois bien que je poserais au gamin des questions précises :

— Quel cinéma ? Quel jour y es-tu allé ? Qu'as-tu vu ? Raconte la pièce, mon petit. Et les romans ? Tu lis des romans policiers ? Quels romans ?

Sans doute le gamin ne répondrait pas très aisément.

Je ne sais si vous vous souvenez encore de l'affaire Steinheil. Le fait est que Mme Steinheil était accusée d'avoir assassiné son mari. Elle soutenait, pour sa défense, qu'une femme rousse et trois hommes noirs s'étaient introduits la nuit chez elle, l'avaient ligotée et ensuite avaient tué M. Steinheil. La police avait cherché la femme rousse et ne l'avait point trouvée, pas plus, d'ailleurs, que les trois hommes noirs.

Or, pendant qu'on la jugeait, un petit jeune homme entra dans la salle des assises et déclara :

— C'est moi la femme rousse !

On le questionne. Il s'embrouille. On l'arrête et on le mène chez un juge d'instruction. Pendant qu'il avait son mensonge, j'en allai voir ses parents. Ils me dirent que c'étaient les lectures qui lui avaient monté la tête. Et me montrant un énorme livre rouge et doré sur tranches :

— Tenez ! voilà ce qu'il lit toute la journée !

Je regardai. C'était un *Lamarine*.

— *Lamarine* ! disait le père sur le ton d'une extrême horreur. Il lit *Lamarine* !

Etait-ce vraiment la lecture assidue du *Villon*, du *Lao pu du Crucifix* qui avait déterminé ce gamin à causer un si grand scandale et à plonger dans la déshonneur son honnête famille ? J'ai quelque peine à le croire. J'ai lu, comme vous-même, quand j'étais au collège, le *Villon*, le *Lao* et le *Crucifix*. Jamais nous n'y avons puisé la matière d'un roman de police. Et de même nous avons tous lu les romans de Gaboriau ou d'Engène Sue, dans le grenier, en cachette. Ils ne nous ont pas inspiré l'idée de voler aux étalages ou de sauter sans billet. Il n'y a pas plus de raison d'incriminer les histoires policières que les vers de *Lamarine* ou les contes de Berquin. Il faut simplement reconnaître que l'usage de la lecture ait diminué. Fessons les méchants petits garçons, et vous verrez miraculeusement décroître le nombre des « victimes du cinéma ».

Louis LATZARUS

La faveur importune

M. Ernest Lamy vient de déposer une proposition de loi sur les engagés spéciaux. L'honorable député du Morbihan s'est, en effet, avisé que les engagés spéciaux des classes anciennes souffrent une grande injustice. En effet, alors que leurs camarades plus jeunes ont « l'avantage » de comparaître devant une commission de réforme, eux, les malheureux ! doivent demeurer au poste qu'ils ont choisi à l'arrière.

M. Ernest Lamy, donc, estimant que les jeunes engagés volontaires jouissent d'une « situation privilégiée », puisqu'ils pourront être versés dans le service armé, déclare qu'il serait juste d'étendre cet « avantage » à leurs aînés.

Humour ? On ne sait pas. Les phrases

imprimées par l'imprimeur de la Chambre ne semblent jamais badines. C'est la faute du papier, sans doute, et des caractères !

Deux pierres

Au Capitole de Rome, dans la salle historique des Hommes et des Curiaces, deux nouvelles pierres sont exposées, et les voici :

L'une est un débris de la flèche sculptée



REIMS ET DOUAMONT AU CAPITOLE ROMAIN

qui surmontait la cathédrale de Reims. L'autre n'a pas de valeur artistique, mais peut-être est plus émouvante encore que la première. C'est une pierre du fort du Douaumont.

On sait qu'elles ont été offertes « au peuple de Rome » par le « Parlement français ».

Les méfaits... de l'hiver

La Ville de Paris avait eu le soin louable d'amasser un grand stock de pommes de terre à l'usage des indigents.

Vint le froid, qui ne respecte rien, et gela les pommes de terre municipales comme des tubercules sans « protection ».

Que faire de ces pommes de terre gelées ? On a réfléchi. Et...

Et on les a jetées, à pleins tombereaux.

Qui est responsable ? L'hiver, paraît-il, l'hiver tout seul.

Les indigents reçoivent maintenant des haricots.

...Suite

Est-ce le quartier qui veut cela ?

Nous avons signalé, il y a quelques jours, l'élégante mégalo-mane qui passait fièrement devant la Madeleine, la toque ornée de deux bâtons de maréchal.

Hier, près du même édifice, à la tête de ligne des autobus Madeleine-Bastille, une autre dame, augmentée d'un petit gargon, était aux perements d'un tailleur violet les épaules, or sur velours rouge, des médaines militaires.

Cette innovation fut abondamment commentée. Nous n'irons point jusqu'à dire que tous les commentateurs furent élogieux.

Des voix dans la nuit

Hier, dix heures du soir, une rue sans clarté, près du boulevard Bonne-Nouvelle.

Dans une boucherie, grille close, la famille prend son repas du soir : Monsieur, Madame et Bébé.

Une voix enrouée s'élève, celle du père :

— Veux-tu dire la vérité, Robert, ou je te fêch une volée !

Silence.

Puis, hésitante, c'est, cette fois, une petite voix fraîche qui éclaire la nuit.

Un heurt violent : une grosse main sur une petite joue. Puis des cris, des cris aigus.

Renseignements pris, Robert avait dit la vérité...

Les femmes à la Censure

Peu à peu, les auxiliaires disparaissent des services où, depuis le début de la guerre, on les avait utilisés.

Des femmes les ont remplacés dans nombre de services de l'intendance, dans les bureaux de l'administration de la Guerre où on a songé à les utiliser comme plantons.

Elles font, aujourd'hui même, leur entrée à la censure.

Où, les secrétaires d'état-major et les plantons employés au Bureau de la Presse, sis au ministère de l'Instruction publique, doivent à leur tour céder la place. Ce sont des femmes qui classeront désormais les morasses des journaux et distribueront les communications aux journalistes.

On n'a pas encore songé à leur confier les ciseaux d'Anastasia. Mais ça viendra, pour peu que la guerre dure... Les ciseaux, ce sont des instruments essentiellement féminins.

Profiteurs de la guerre

Vu au Bois. Une jeune élégante se promène, qui mène en laisse un petit chien, avec un manteau de zibeline.

Vous croyez que la phrase est mai construite et que c'est l'élégante qui porte le manteau de zibeline ? Pas du tout ! C'est le petit chien.

A l'heure où la fourrure se fait de plus en plus chère, la mode va-t-elle venir de mettre à son toutou une fourrure de prix ?

Jusqu'à présent, les chiens se contentaient de la leur. Auraient-ils profité sur la guerre ?

Cocorico !

Réjouissons-nous ! Des paniers innombrables viennent d'arriver aux halles. Ils étaient pleins d'œufs. Car les poules, sortant de leur porsse hivernale, se sont remises à pondre. Merc, poules !

Naturellement ! faut-il dire naturellement ? — le prix des œufs a baissé. Du moins il a baissé chez les mandataires, qui vendent « couramment » affirme-t-on, 170 francs le mille d'œufs très frais.

Donc, les détaillants paient l'œuf à la coque dix-sept centimes. Combien le paieront-ils ? C'est ce qui reste à savoir. Maintenant que les poules ont fait leur devoir, espérons que les crémiers feront le leur. L'œuf nous soulage, et nous berce un temps notre ennui...

La dure loi

A la façon de tout congrès qui se respecte, le Conseil national du parti socialiste a terminé ses travaux par le vote d'une motion invitant les élus du parti qui n'avaient pas encore payé leurs cotisations à aller trouver le trésorier pour se mettre en règle avec lui.

Sage conseil que l'on n'écoute guère... Il arrive, toutefois, que des militants avisés obligent leurs élus à s'exécuter. Et on rappelle à ce sujet l'aventure de M. Bepmale au congrès radical-socialiste de Tours en 1912.

Le sénateur de la Haute-Garonne venait de prendre la parole contre la réforme électorale quand, du fond de la salle, une voix l'interrompit.

— Payez vos cotisations, d'abord !

L'orateur voulut continuer. L'interrompteur persista. On vérifia et on constata que M. Bepmale avait trois années de retard dans le paiement de ses cotisations.

Avant de reprendre son discours, il dut ainsi prendre contact avec le trésorier. Bon prince, ce dernier — qui avait stylé l'interrompteur, est-il besoin de le dire ? — se contenta, d'ailleurs, d'un acompte de quarante francs.

LE PONT DES ARTS

Leurs mots. — Un homme très considérable — mettons, si vous voulez, que c'est le président d'un important groupe politique — un homme considérable, dis-je, se trouvait dernièrement à Madrid pour des raisons que nous ne devons pas savoir. Que faire, à Madrid, si ce n'est aller au musée du Prado, l'indispensable pèlerinage d'art ? Et devant un Murillo, l'émulent homme s'approcha, recule et s'exclama, en murmurant : « Tout de même, c'est bien... pour l'époque... »

Un jour, M. Louis Laloy et le compositeur Roussel évoquaient ensemble les beaux spectacles du temps où Louis Capra ou Rameau donnaient en une seule et même œuvre un opéra, un ballet et... un poème ! Désireux de ressusciter ce genre si français, MM. Laloy et Roussel ont créé ensemble une œuvre parfaitement moderne et cependant parfaitement traditionnelle. Voilà pourquoi nous admirons (bien sûr, pensons-nous) leur *Padmaïvali*, évocation légendaire de l'Inde du XIV^e siècle.

Le peintre Van Dongen expose ses plus récents tableaux à la Galerie d'Artin, 100, rue du Faubourg-Saint-Honoré, du 9 mars au 31 mars.

LE VAILLEUR.

LES "PROVISIONNAIRES"

par Lucien Métivet



— Ma bibliothèque !... Ça commence à faire du volume : jambons de divers formats, cartonnages et emboîtages de légumes, livres de nouilles, fascicules de macaroni, plaquettes de chocolat... et j'attends encore des livraisons...

Les yeux fixes

PAR

SHERIDAN

— J'étais seule, hier soir, au Théâtre-Français...

Non, je ne plagie pas Musset, nous dit Mlle de Brèges en souriant avec un larmecolice. Je veux simplement vous faire part d'une vision de guerre et tâcher de vous faire comprendre l'impression indéfinissable que j'ai moi-même connue...

Vous êtes trop au courant du mouvement théâtral pour ne point savoir que la petite Simone Gauvin débutait sur la première scène du monde. Et le Théâtre-Français était présent, ou du moins ce qu'il en reste actuellement. Vous connaissez le rare talent de la jeune comédienne, sa grande beauté et son charme exquis. Au régal de l'ouïe s'ajoutait cette fois le régal de la vue, et je ne sais si ce dernier n'était point le plus grand.

La fantaisie du placeur de l'orchestre m'avait donné pour voisin de fauteuil un capitaine de chasseurs à pied. Le type classique : un visage glabre et énergique, la vareuse à la dernière mode sur l'étoffe foncée de laquelle se détachaient les trois médailles des héros. Le visage tendu, il ne quittait point la scène des yeux. Mon âge me permet d'avouer sans honte qu'il ne daigna point me regarder. Comme nous tous, il était venu sans nul doute pour la petite Gauvin, car ses traits, jusqu'alors impassibles, s'animaient tout à coup à l'entrée de la délicieuse ingénue.

A peine parut-elle sur les planches qu'un sourire de bonheur vint éclairer la figure de l'officier. Il semblait boire ses paroles et jamais, je puis le dire, jamais il ne me fut donné de voir une telle expression de joie artistique, si ce n'est, il y a bien longtemps, aux galeries du Concert Colonne.

Vous devez vous moquer de moi et penser que mon histoire est bien banale ? Vous devez m'accuser d'avoir passé depuis trop longtemps l'âge d'aimer pour me souvenir encore de la force de l'amour ? C'est que j'ai omis de vous dire que mon capitaine n'avait rien d'un jeune homme et qu'il aurait pu, sans difficulté, être le père de l'artiste.

Au baisser du rideau, mon voisin applaudit fébrilement. Il ne retrouvait pas le calme du début qu'au milieu de l'entracte. Il n'avait point bougé, et moi, par paresse ou par fatigue, j'avais également décidé de ne pas quitter la salle. Maintenant, j'étais passionnée par l'intrigue que je devinais près de moi. Les regards de l'officier étaient d'une fixité absolue. Pas plus qu'auparavant il ne détournait une fois la tête, et il semblait qu'il voulait découvrir par-delà l'épaisseur du rideau la silhouette enfantine de la petite Gauvin. Et deux larmes, doucement, coulaient sur les joues hâles du soldat.

C'est alors qu'un homme d'âge respectable traversa la rangée de l'orchestre et vint causer avec le capitaine.

Toutes mes félicitations, René, lui dit-il familièrement.

Je croyais que les compliments s'adressaient au héros, mais il n'en était rien.

Elle a vraiment été « épatante », continuait le vieillard, et c'est à toi, à toi seul qu'elle doit tout son triomphe...

Modeste, l'officier hochait la tête avec lenteur.

C'était une si bonne élève !

Dès lors je devina. Mon voisin n'était autre qu'un des professeurs de la jeune comédienne. Mais pourquoi, alors qu'il avait dû rayonner de bonheur, cette tristesse et ces larmes ?

L'énigme pour moi n'était qu'à demi éclaircie.

— Veux-tu que nous allions la féliciter ? demanda le vieillard.

Non, il est trop tard maintenant, soupira l'officier, mais reviens me chercher au prochain entracte.

Le rideau se releva. Toujours de plus en plus étranges, les regards de mon voisin demeuraient fixés sur la scène. Rien pour lui n'existait ailleurs. Il ne pouvait s'intéresser qu'à Simone Gauvin, semblant même épier sa rentrée sur le plateau quand, momentanément, elle devait disparaître. Jamais il ne m'avait été donné de voir une telle attention, jamais le plus doué des critiques n'a pu suivre une pièce avec autant de zèle, et moi, qui connaissais la pièce, je fus plus intéressée par mon mystérieux voisin que par le jeu même de Gauvin.

Hélas ! je devais bientôt comprendre.

A peine le rideau fut-il retombé sur les dernières répliques du deuxième acte que déjà le vieillard était revenu près de nous.

Alors... Alors, la main de l'officier tâtonna dans le vide, toucha le bras de son ami, puis s'y agrippa solidement. Avec embarras, il se leva de son fauteuil et, d'une marche hasardeuse, avança entre les fauteuils, se laissant guider.

Et comme, désireuse de prendre l'air, je suivais lentement les deux hommes, j'entendis le capitaine qui murmurait :

— Je devrais être heureux de l'entendre encore, mais pourquoi faut-il que je ne la voie plus !

SHERIDAN.

POUR SOLDATS ET PRISONNIERS

En sacs mousseline prêts à être infusés tels quels

Giltra

Boute de 10 sacs = 10 litres 2 Francs.

CONFISERIE DE CHISEN QUI S'ADRESSE AU GRAND MONTROUGE

Boute échantillon contre 2 Francs.

CAFÉ NATUREL

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour tous frais. Il ne pourra être fait droit qu'aux demandes présentées dans les conditions ci-dessus.

Toute la France debout pour la victoire du droit

Une manifestation nationale des grandes associations françaises groupées sous ce titre : **Toute la France debout pour la victoire du droit**, aura lieu à Paris, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, aujourd'hui mercredi 7 mars, à 2 heures précises, en présence de M. le Président de la République, de M. le Président du Conseil des ministres, de M. le Président du Sénat, de M. Paul Deschanel, président de la Chambre des Députés, en a accepté la présidence prononcera un discours.

Une déclaration sera faite par le gouvernement.

Les orateurs représentant toutes les grandes forces morales ou professionnelles françaises feront de courtes déclarations : M. Ernest Lavisse, de l'Académie française, au nom de la Fédération des associations ; Mgr Baudrillard, recteur de l'Université catholique, au nom du comité catholique de propagande ; M. André Weiss, de l'Institut, au nom du comité protestant de propagande ; M. Sylvain Lévi, professeur au Collège de France, au nom du comité laïque ; le mufti Mokrani, au nom du comité musulman ; M. Desoye, député, président de la Ligue de l'enseignement, au nom de la Ligue de l'enseignement ; M. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des droits de l'homme, au nom de la Ligue des droits de l'homme ; M. Maurice Barrès, de l'Académie française, président de la Ligue des patriotes, au nom de la Ligue des patriotes ; Mme Jules Siegfried, présidente du conseil national des Femmes, au nom des associations féminines ; M. Louis Barthou, ancien président du conseil des ministres, au nom de l'Union des pères et mères de famille dont les fils sont morts pour la patrie ; M. Henri-Robert, bâtonnier de l'ordre des avocats, au nom des professions libérales ; M. Jules Veille, ancien ministre, président de l'Académie d'agriculture, au nom des associations agricoles ; M. David Menant, président de la chambre de commerce de Paris, président de l'association nationale d'expansion économique, au nom des associations industrielles et commerciales ; M. Mobilieau, directeur du musée social, au nom des œuvres sociales.

M. Jean Aicard, de l'Académie française, composera pour cette solennité un sonnet : **Chants de France ! Ils sont morts pour la France !**

M. Jean Richpin, de l'Académie française, lira le poème qu'il a composé : **Chants de France !**

Les ministres, les membres du corps diplomatique, les représentants des grandes associations de l'Etat, les membres de l'Institut ont été invités à cette manifestation.

Les réquisitions militaires devant la Cour de cassation

Lorsqu'il y a réquisition militaire, l'indemnité due au producteur ou au négociant qui en a été l'objet doit-elle être calculée sur la valeur intrinsèque de la marchandise ?

Doit-elle, au contraire, être établie d'après la valeur marchande au jour de la réquisition, de telle façon qu'il y ait lieu de tenir compte de la hausse qui a pu se produire à cette époque sur le marché ?

Telles étaient les questions soulevées, pour la première fois, à la Cour de cassation, à la suite des arrêts contradictoires rendus en cette matière par les tribunaux depuis le début des hostilités.

Le 26 février, la chambre civile de la Cour suprême, présidée par M. l'archevêque, avait entendu le rapport du conseiller Feuilletoy, puis M. Regray, avocat du ministre de la Guerre, représentant l'administration de l'indemnité militaire, qui avait soutenu qu'en matière de réquisition le prestataire ne pouvait exiger le bénéfice résultant d'une hausse provoquée par les événements.

M. Frenoy, au nom des prestataires, répliqua que ceux-ci n'acceptaient pas les évaluations de la commission des réquisitions, que la valeur de la marchandise réquisitionnée devait être celle des cours au jour de l'opération.

L'avocat général Sarrut, qui occupait pour la dernière fois le siège du ministère public avant son élévation à la première présidence de la Cour suprême, soutint la thèse que la réquisition militaire n'est ni une expropriation pour cause d'utilité publique, ni une vente, mais bien une opération spéciale ayant sa législation propre dans la loi de 1877. Et il ajouta que le devoir de la Cour suprême consistait à juger les arrêts sans avoir à se substituer au pouvoir législatif.

Rendant, hier, son arrêt, la Cour de cassation a décidé que la réquisition militaire opérée en vertu de l'article 2 de la loi du 3 juillet 1877 ne constituait pas un acte de commerce, mais seulement un acte de puissance publique, et que l'indemnité devait être calculée d'après la valeur au jour de la réquisition, déduction faite de la hausse du prix résultant de la spéculation ou de l'accaparement.

Et l'arrêt de préciser que les cours et tribunaux ont les droits les plus étendus pour évaluer la valeur représentative en se reportant à tous documents et à tous moyens de preuves admises par le droit commun, c'est-à-dire en recourant à tous les éléments d'appréciation tels que le prix de revient et les cours commerciaux.

La décision de la Cour suprême aura une répercussion considérable tant à raison du nombre des producteurs ou intermédiaires qu'elle intéresse que par le chiffre de l'indemnité qui sera à la charge de l'Etat.

POUR LES RECONSTRUCTIONS D'APRÈS GUERRE

MM. ROGNON ET LEBEY DEMANDENT UNE ARCHITECTURE NOUVELLE

En vue des reconstructions d'après guerre et dans le but de s'assurer de l'honorabilité et des capacités techniques des hommes qui seront chargés de relever nos ruines et d'en faire sortir des cités neuves plus hygiéniques, mieux ordonnées et plus belles que celles qui ont été anéanties, MM. Ernest Rognon et André Lebey demandent à la Chambre d'adopter les mesures législatives suivantes :

1° L'autorisation de bâtir ne pourra être accordée, dans tous les cas, que sur présentation d'un projet signé d'un architecte responsable ;

2° La qualité d'architecte ne sera recon-

nue qu'à ceux qui seront admis à ce titre par l'une des sociétés d'architectes existant avant la promulgation de la loi ou par des sociétés nouvelles présentant des garanties déterminées par un règlement d'administration publique ;

3° Dans les projets établis pour la reconstruction des édifices publics, sauf en ce qui concerne les édifices anciens classés qu'on aura décidé de reconstruire tels quels en tant que souvenirs historiques, l'emploi des formes ou d'éléments d'architecture empruntés aux arts du passé sera prohibé.

La commission de l'enseignement et des Beaux-Arts est saisie de cette proposition.

TAISONS-NOUS MÉFIONS-NOUS

Avis très important

A partir du 10 mars prochain, en conformité avec la récente décision du gouvernement, prise dans un but de sécurité nationale, nous n'accepterons aucun texte de « Petite Annonce » qui n'aura pas été soumis au visa préalable, à Paris, du commissaire de police du quartier de l'Auteur de l'annonce ; dans les départements, à celui du commissaire de police, ou à son défaut du commissaire spécial du chef-lieu du département, ou d'un commissaire spécialement désigné par le préfet.

Pour éviter toutes difficultés, nous invitons nos lecteurs et les clients de nos « Petites Annonces » économiques du mercredi et du samedi, à se conformer strictement à cette formalité nécessaire, qui n'aura besoin d'être effectuée qu'une seule fois si des insertions consécutives n'ont à subir aucune modification dans leur libellé.

PETITES ANNONCES ÉCONOMIQUES

du Mercredi et du Samedi

(Réception des ordres au guichet et par correspondance)

11, boul. des Italiens (2°)

Entrée particulière

Tél. : Central 80-88. Adresse télégr. : Hugnin-Paris

DEMANDES D'EMPLOI 0.20

le mot

Dans 50 ans desiré

place, 45 ans, active

Sérieuses références.

Delval, 88, rue Bayenbourg,

Passy.

GEIS DE MAISON 0.20

le mot

Bonne cuisinière-pâtis-

sière, 45 ans, active,

propre, désire place sta-

ble, 8 ans références ré-

férences. Marie, 80, avenue

des Ternes.

OFFRES D'EMPLOI 0.25

le mot

Représentants, déposit-

aires, demandés par-

tout pour vendre lampes

électriques poêles, Pile

Pol, Rouen.

SUCCESSIONS 0.30

le mot

A VOCAT-SPECIALISTE,

4, square Maubourg.

COURS, INSTITUTIONS 0.30

le mot

Curé de Berland, par

Entre-Deux-Quiers

(diocèse), région gran-

charnière, reçoit en-

fants, jeunes gens ; bons

soins, leçons, séculiers,

promesses.

SITUATION D'AVANT 0.30

le mot

Quatre-vingt-cinq quel-

ques mois d'études pra-

tiques à l'Ecole PIGIER,

63, rue de Bivert ; 9,

boulevard Pasteur ; 117,

rue de Rennes, Paris.

APPARTEMENT MEUBLES 0.35

le mot

Officier désire appar-

tement meublé 2 pié-

ces, bureau, salle à man-

ger, 300 francs, Avenue Mau-

court, 7, avenue Orfila,

Paris.

ALIMENTATION 0.35

le mot

CIDRES en gros. Buviers

La Bernerie (Lolre-

sièreuse).

OCASIONS 0.25

le mot

livres. Achat tous

genres. Bibliothèques,

dictionnaire Larousse,

etc. Valeur maxima. —

BOUQUET 24, 0, passage

Verdun, Paris.

CHIENS 0.45

le mot

Établissement d'élevage

MARETTE, ouvert 144

jours, à 7 minutes, du

Névro Vincennes, 131,

bd Hotel-Ville, Mon-

treuil (S.), téléphone 225

Certains chiens poli-

vers, à rac. ; chiens

guerre et fox terriers.

Chiens luxe nains ; prix

à vendre. Expéditions les

pays germaniques. English

spoken

Merveilleux LÉONARD

maison, minuscule,

zouzes naines et blanches ;

nombreux prix. Chiots

beauté, pethissés rares.

LENGON, Lilleux.

Bonne Française, Chien,

chiens, blanc, 30

mois, bonne origine,

Chiots, Chiotes, bruns,

7 mois, 57, rue des Sa-

plins, Champigny (Seine),

Tramway barrière Vin-

centes.

Chevalières boules et

5 pékins nains. Télé-

phone 545, Courbeville.

A vendre les grands

chats, terrier attaque,

Pierre, 4, rue Lally-Tol-

land.

CHIENS NATIONAL, 6, im-

passée des Suresnes,

saint-Maurice (Seine),

Policier dressés, Fox ra-

diers, Loulou, sautés.

CHÉVREUX, VOITURES 0.25

le mot

BARNAYS

A chétier poney fort

Au double attelé à

roues, couverte, Georges.

THÉÂTRES

Ce soir, relâche obligatoire pour les théâtres, concerts et cinémas.

Opéra. — C'est le 15 mars, jeudi de Mi-
carême, que *Furax* sera joué en matinée, la
pièce ayant tenu à satisfaire au désir
exprimé par les familles d'entendre
dans ce rôle de Gonnol.

A cette occasion, Mlle Miroille Berthon
ses deuxièmes débuts dans le rôle de
Gonnol.

Concerts-Rouge. — Demain 8 mars, à
8 h. 30, 29^e séance de musique de chambre,
avec le concours de Mlle Renée Lénars, har-
piste, professeur au Conservatoire ; M. Ma-
cel Infante, organiste, et du quatuor Chail-
lard (quatuor des Concerts-Rouge).

Apollo. — *Mim'zelle Vendémiaire* sera
jouée demain jeudi, en matinée et en soi-
rée, avec les remarquables interprètes de
la nuit. Samedi prochain, soirée ; dimanche,
matinée et soirée de l'amusant spectacle.
Central 72-21.

Opéras. — Jeudi, en matinée, à 2 h. 30,
le soir, à 8 h. 30, deux représentations de
Le Médecin malgré lui ; la Clé ; *Aux Chan-*
celles.

Gaumont-Palace. — Demain jeudi, à
8 h. 30 et 8 h. 15, *Crème de Menthe*
(2^e partie) ; *Jules* ; *Loc. ; 4. Forest, 11 à
16. Tél. Marc, 16-73.*

COURS ET CONFÉRENCES

Université des « Annales », 51, rue Saint-
Gilles, Paris. — Aujourd'hui mercredi, 7 mars,
à 8 h. 30, les Fables de La Fontaine (2^e partie),
conférence par M. Jean Richpin, de l'Académie
française.

Abondance des manuscrits qui nous sont
parvenus et la nécessité où nous nous voyons
de les rendre, qu'ils aient été publiés
ou non, nous forcent à prier nos confrères
et nos correspondants de garder copie des
manuscrits qu'ils nous adressent.

ÉDITION DE « EXCELSIOR » DU 7 MARS 1917

53

M. LAUMANN ET JEAN BOUVIER

L'OTAGE

Grand roman d'aventures et de guerre

DEUXIÈME PARTIE

LES VOIES TRAGIQUES

XVII

La Halle

Hélas ! maîtresse, vous en avez votre

part de la vie. Mais ces pauvres gens

qui demandent aide et assistance... ces pau-

vres gens affamés, éreintés et per-

due, que dois-je leur dire, leur répondre

à leur tour ?

Wendel réfléchit une seconde, en

regardant une dernière fois la photographie

de ses fils, avant de prononcer :

— Entrez, Oursoula... Amène-les

dans ta chambre. Je veux les voir.

Quelques minutes après, elle se trouva

en présence de Lionel d'Orval et d'André

Bernadotte.

Comment nos deux amis, après cinq jours

de voyage, se trouvaient-ils réduits à venir

chercher à la porte de l'ermite habité par

Wendel ?

C'est que, torturés par la soif et la faim,

LES SPORTS

Caston de Manthé est mort. — Caston de
Manthé, notre sympathique confrère titulaire
de la rubrique de l'adnautique à *Sparring*,
vient de mourir à la suite d'une maladie con-
tractée au front, où il se trouvait dès les
début des hostilités.

Spirituellement, G. de Manthé se distin-
guait notamment dans la course à pied au
P.U.C., au Racing, et remporta le titre de
champion inter-écoles de boxe. L'opération
l'avait affaibli, et en compagnie de M. Mathieu,
il réussissait le premier voyage Paris-Bruxel-
les.

C'est un excellent camarade qui disparaît.

BOXE

Mise à l'index de Darcy. — L'Australien
Leslie Darcy devait rencontrer, en Amérique,
à Albany, Al Mac Coy. Nous lisons, dans
Sparring, que le gouverneur, M. Withman,
interdit le match, parce que Leslie Darcy,
étant saisi d'insubordination sous un faux nom,
pour échapper à la loi militaire, il serait d'un
fâcheux exemple de le laisser boxer.

Pour les jeunes gens de la classe 1918

Concours et examens de 1917

Afin de ne pas faire perdre, du fait de
leur appel sous les drapeaux, aux jeunes
gens de la classe 1918, candidats aux écoles
militaires, aux écoles civiles de l'Etat ou
aux examens des divers ordres des Facultés,
le baccalauréat de leur préparation, des permis-
sions strictement limitées à la durée de ces
concours et examens leur seront accordées,
sur leur demande, pour leur permettre de
subir les épreuves, sous réserve qu'ils justi-
fient de leur qualité de candidats.

Les mêmes facilités seront accordées, sur
leur demande, aux engagés volontaires ap-
partenant par leur âge à la classe 1918 ou à
des classes plus jeunes.

Un avis concernant les candidats à l'Ecole
polytechnique et à l'Ecole spéciale militaire
de Saint-Cyr est inséré au *Journal officiel* de
ce jour ; des avis concernant les candidats
aux autres écoles paraîtront ultérieurement.

désorientés, déprimés, ils avaient perdu
courage et confiance.

C'est qu'en dépit de toute sa volonté, de
tous ses efforts, Bernadotte, les chevilles
enflées, les jambes à demi paralysées, en
était arrivé, malgré l'affection fraternelle de
Lionel, à ne pouvoir faire un pas de plus...

C'est que leurs forces morales et physi-
ques s'étaient lentement usées en de perpé-
tuelles alarmes comme en de constantes
fatigues.

C'est que, surpris par la tempête en pays
ennemi et inconnu, sous les rafales de
pluie, les tourbillons de vent et le noir de la
nuit, ils en étaient arrivés aux conceptions
extrêmes et aux pires résolutions.

C'est ainsi qu'ils s'étaient dit, en voyant
surprendre leurs regards affolés les fenê-
tres éclairées de cette maison battue par
l'ouragan dans la campagne :

— Quoi qu'il advienne, quel que soit le
danger couru, dussions-nous payer de notre
irrévocable, nous n'avons pas plus loin, parce
que les forces humaines ont malheureuse-
ment des limites et parce que nos forces
n'existent plus.

C'est qu'ils s'étaient dit encore :

— Si nous pouvions reprendre haleine,
nous reposer quelques heures, nous restau-
rer, nous réchauffer, peut-être retrouverions-
nous l'espoir.

Car, en dépit de toutes les misères du
monde, l'espoir subsiste comme une
femme inextinguible dans l'âme des prison-
niers fugitifs.

Et c'est cette espérance qui, comme une
étoile, les guide vers leurs obscurs destins...

En les voyant, Mme Wendel ne put retenir
un cri de pitié :

— Mon Dieu ! Pauvres jeunes gens !

Lionel soutenait André prêt à s'évanouir
de douleur et de fatigue. Tous deux, soulagés
de boue, ruisselants de pluie, les yeux lui-
gards, les traits tirés et amaigris, sem-
blaient incapables de faire un geste, d'articu-
ler une syllabe, de donner une explica-

GIBBS INVENTEUR
du savon pour
la Barbe,
du savon dentifrice
Exigez la marque

1 fr. 50

EXCELSIOR

BAGDOR Le SEUL savon
TROUÉ, suspendu
sur une tige.
Toujours propre.
Toujours sec.
Économise 50 0/0

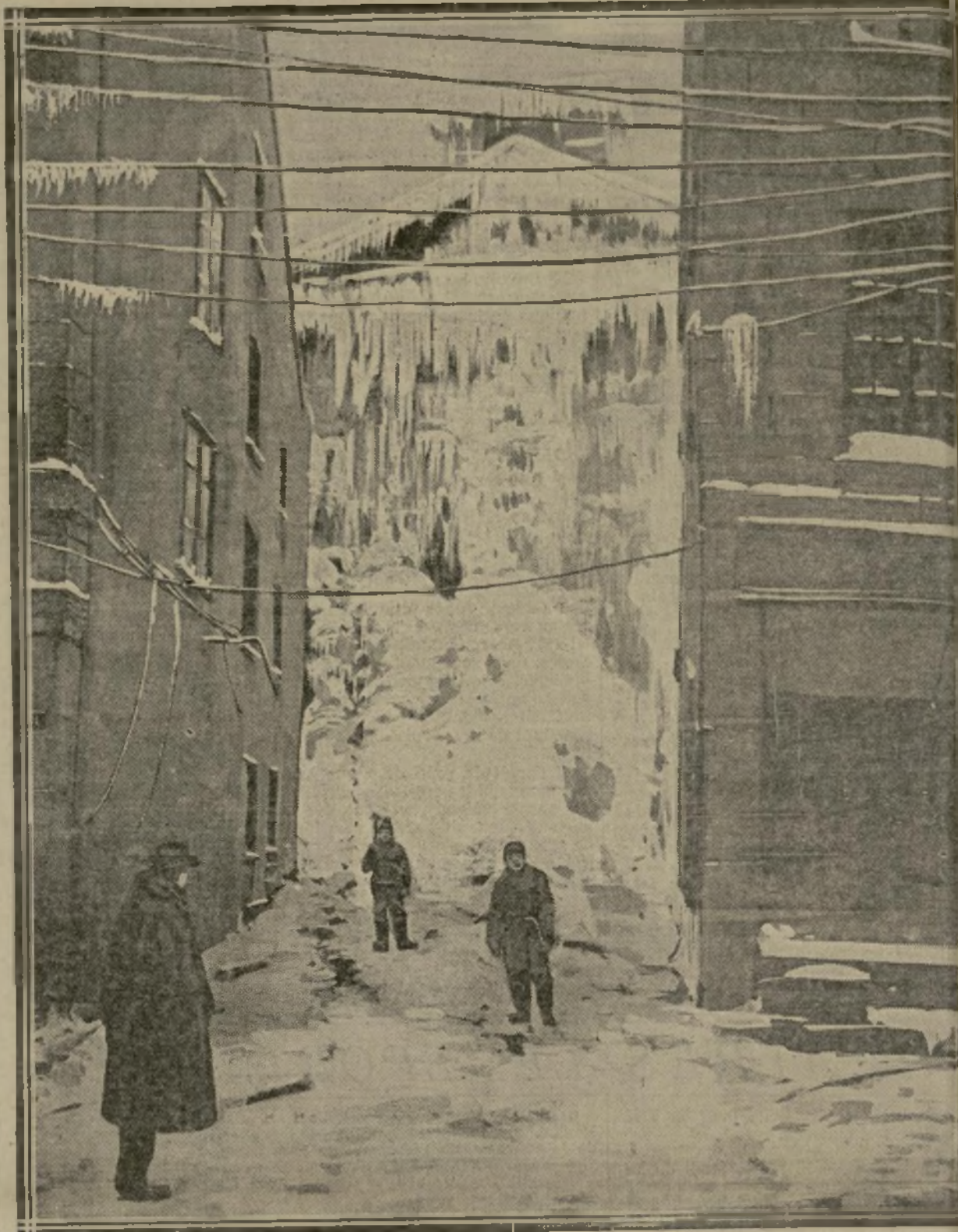
Les 75 ans de Mrs. Tom Pouce

Après un incendie à Montréal



LE PLUS PETIT COUPLE DU MONDE, A MIDDLEBARO (ÉTATS-UNIS)

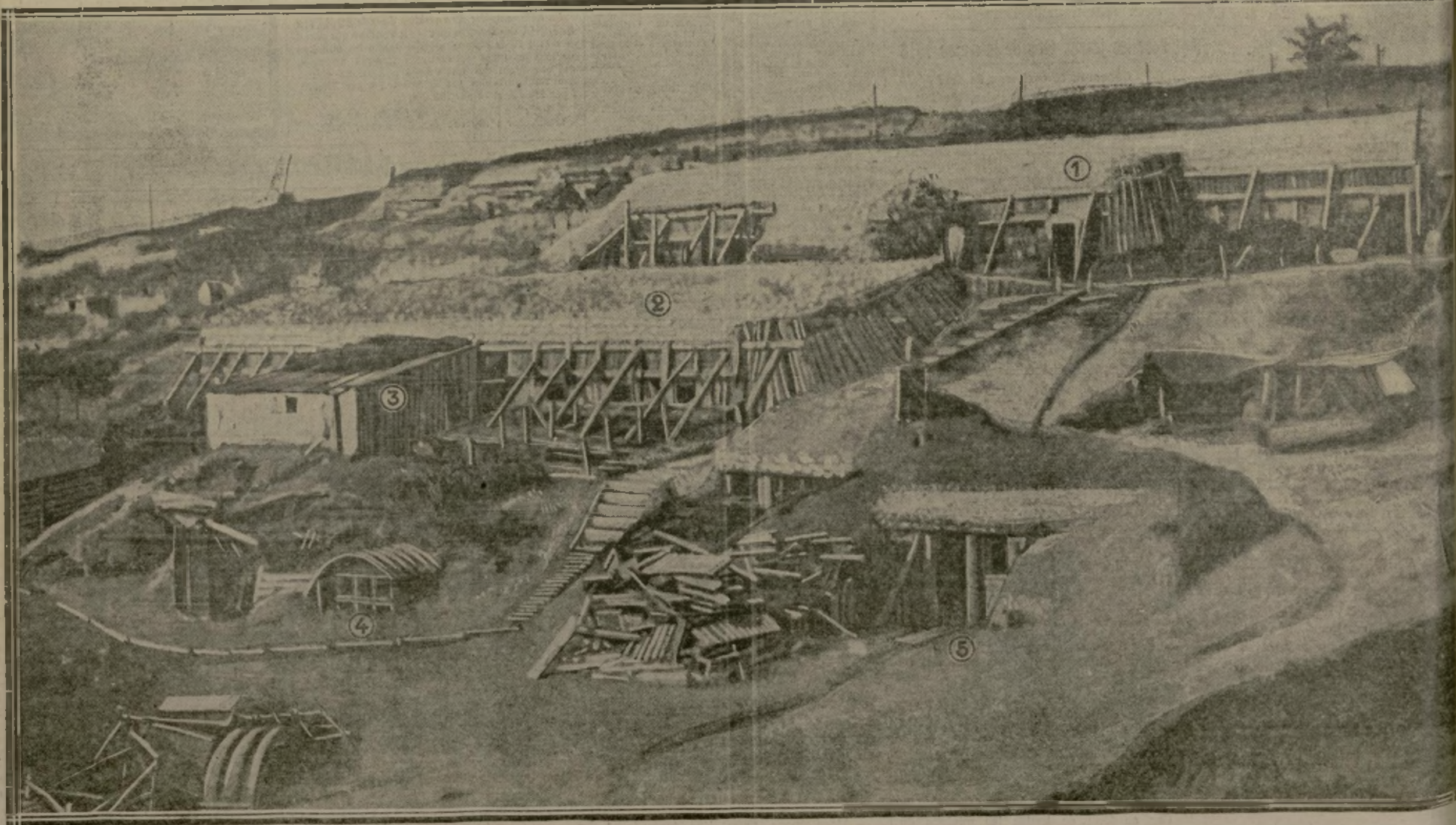
Cette petite femme, qui fut mariée au fameux Tom Pouce et connu, dans les cirques et les music-halls, une célébrité mondiale, a épousé en secondes noces le comte Magri, fait à sa taille comme son premier mari. L'ancienne « étoile » vient de fêter son 75^e anniversaire.



L'IMMEUBLE EST ENTIÈREMENT COUVERT DE STALACTITES

Les stalactites du gouffre de Padirac sembleraient minces, si on les comparait aux glaces de cette maison canadienne photographiée après un incendie. Le froid était si vif que l'eau des pompes s'est gelée presque immédiatement et a constitué ce décor féérique.

L'architecture du front ne doit pas fournir de type plus complet que celui-ci



EN SECONDE LIGNE,

NOS SOLDATS ONT CONSTRUIT SOUS TERRE DES MAISONS ENTIERES AVEC TOUTES LEURS DEPENDANCES

Cette photographie montre certainement un des types les plus curieux des constructions exécutées par nos soldats à proximité du front et dans des terrains que les obus ennemis ne se font point défaut de visiter fréquemment. Tout y est établi sous une épaisse couche

de terre renforcée par des rondins, des sacs de sable et des pierres dures. Voici : (1) les habitations pour les hommes; (2) la basse-cour couverte pour les poules; (3) les étables pour les vaches; (4) les clapiers pour les lapins et (5) les écuries pour les chevaux.

Ayuntamiento de Madrid